

Violences de fin de règne

Matthieu Febvre-Issaly

En actant la fin de dix années au pouvoir d'Emmanuel Macron, les événements des dernières semaines cristallisent une crise de régime dans laquelle les institutions semblent incapables de produire leur propre légitimité. Refuser de tomber dans le piège d'un rétablissement de l'ordre qui signerait la fin de tout droit à manifester, c'est aussi entendre ce que nous a dit la journée du 17 octobre, dans ses violences comme dans ses revendications.

Les événements de ces derniers jours peuvent être qualifiés de violents, mais ce sont plusieurs violences qui s'exercent. Il ne s'agit pas de les classer ni juridiquement, ni moralement, mais d'interroger le moment que nous vivons. Les manifestations ont été accompagnées de pillages et de confrontations entre des groupes d'individus et des groupes de policiers par lesquels s'exerce la violence d'État, qu'on dit souvent légitime. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne peut pas dépasser le contrat social, par lequel les citoyens confient leurs libertés naturelles à l'État pour assurer la paix civile, notamment par l'usage de la force publique. Les vitrines cassées par des inconnus cagoulés et les coups de pieds portés à terre par des agents en armure rejouent une vieille confrontation avec le pouvoir, où le peuple est réduit à la foule ou aux individus. À mesure que la polarisation politique voit s'opposer des récits clivés et partiels, l'État est convoqué dans sa violence.

Des Gilets jaunes aux groupes sporadiques de ces derniers jours s'étalent huit années de pouvoir d'Emmanuel Macron où les mêmes causes sociales

produisent presque les mêmes effets, avec ce déplacement spectaculaire, des provinciaux montés à Paris en portant les gilets réfléchissants des ronds-points aux jeunes des lycées et de ces groupes en survêtements noirs à l'assaut de vitrines ou de lieux publics. On a vu les émeutes urbaines de 2023 comme un acte des banlieues avec beaucoup de très jeunes dans la rue, et le pillage plutôt que le cortège comme mode opératoire. On a vu une violence dispersée, sporadique et réactive dans un espace public qui n'était plus perçu comme un lieu de paix et d'expression, mais bien celui d'une confrontation à l'ordre où la violence est co-produite. On se rappelle l'étonnement des Gilets jaunes qui pensaient apporter leur doléance dans les beaux quartiers du pouvoir lorsque les forces de l'ordre ont réagi si violemment, traduisant en coups la peur du soulèvement qu'avait le gouvernement, traduisant aussi l'idée qu'il n'y avait pas d'alternative politique à ce face-à-face des institutions et de la violence.

Que promet encore la République ?

De ces bientôt dix années de règne d'Emmanuel Macron, quelles réponses ont été apportées aux colères et à cette situation objective du mécontentement ? Il fallait un nouveau contrat social pour légitimer l'ordre politique, on a eu les matraques et l'armement non légal, parfois mortel et qui estropie souvent. Il a dissuadé toute manifestation pacifique de grossir les rangs depuis 2018. Les états d'urgence sécuritaires et sanitaires ont encore renforcé l'opposition binaire entre l'État régalien et des individus dispersés, précisément au moment où la génération qui manifeste aujourd'hui arrivait à l'âge politique, après avoir été enfermée durant la pandémie. On s'est habitués à cette mise en scène où les autorités publiques interdisent, déplacent et segmentent les cortèges, ordonnent le tir de gaz lacrymogène en amont de tout débordement, et dissuadent l'exercice de la liberté la plus collective – celle de se réunir – avant la plus instable – celle de la résistance à l'oppression, effacée des déclarations des droits des républiques post-révolutionnaire comme si la violence fondatrice du politique n'était plus possible. Les programmes scolaires expliquent pourtant à ces mêmes jeunes plus attentifs que l'on croit que la République est née du sang de ses idéaux.

Mais si la République n'assure plus la liberté l'égalité et la fraternité, que promet-elle ? Emmanuel Macron vantait la Révolution dans le titre de son livre-programme de 2017, et on se retrouve aujourd'hui avec l'impuissance des institutions et une société en flammes.

Ce mouvement provient sans doute également de l'été terrifiant que nous avons vécu, sans aucune solution politique au climat qui nous écrasait, mettrait les nerfs à vifs et donnait à nos lieux de vie un air désespéré. Voilà une dystopie : nous sommes laissés aux sécheresses, aux virus et aux guerres sans hôpitaux, sans écoles et sans armées, chacun dans son milieu, une maison familiale comme repli si l'on a de la chance, et sinon quoi ? Les aides sociales se réduisent et culpabilisent plutôt qu'elles n'accompagnent vers une vie meilleure, alors qu'il y a moins de travail et des conditions plus dures, une vie plus chère, et la guerre, ressassée dans le langage présidentiel depuis 2020. On n'a donc plus d'avenir dans ce pays quand on est vulnérable ou qu'on est jeune. Or on voit bien dans les urnes combien le vote des jeunes est plus radical que le reste d'une population vieillissante, ce que l'on retrouve dans la rue pour une petite minorité.

On retiendra de ces derniers jours le ciblage frénétique de l'extrême gauche ou de la gauche radicale ; des « *factieux* » selon Emmanuel Macron, comme il disait aux Gilets jaunes « *qu'ils viennent me chercher* ». Ça ne fera pas taire la colère, les agissements séditieux ou l'acte finalement très capitaliste de s'approprier un bien matériel à la valeur élevée jusqu'au ridicule ; s'il y a eu beaucoup de petits commerces ciblés, voir les vitrines brisées des Champs-Élysées est aussi un spectacle du capitalisme finissant. Reprocher ces actes dispersés et hétérogènes par nature à LFI, quoi que l'on pense des idées et méthodes du mouvement ou de celles de Jean-Luc Melenchon, montre surtout l'incapacité à discuter politiquement du phénomène devant nous. Les violences sont légalement celles des individus concernés ; politiquement ou moralement, elles sont autant attribuables aux défenseurs de l'insoumission et aux quelques prophètes de malheur qu'à ceux qui ordonnent de nasser et de battre la foule¹. Et je veux y associer toutes celles et ceux qui préfèrent dépolitiser la violence et ne pas voir qu'un changement politique et social majeur est nécessaire pour sortir du cycle des violences. Depuis les Gilets jaunes ce ne sont pas seulement les corps qui sont frappés, mais l'envie même d'être ensemble dans un lieu public, et cette envie qui

manque est une déchirure dans la croyance à l'idée démocratique.

Car je veux ajouter un affect très personnel à l'analyse. Je vois toute violence avec une grande tristesse, et depuis les images de 2018, de 2023 comme de 2026, ces vies éborgnées sont une vision abjecte, loin de tout ce que l'on peut attendre d'une vie en commun. Comme en 2023, voir ces très jeunes souvent racisés et de banlieue dans l'engrenage de la violence, qui leur appartient autant qu'elle les dépasse, c'est aussi imaginer leur vie empêchée par la blessure, l'arrestation ou la condamnation. Leurs risques sont grands, ceux de personnes innocentes blessées également. Il faut que la société soit parvenue à un degré de défiance et de division immense, sous le coup du néolibéralisme et de la radicalisation des moyens de l'autorité, pour qu'une personne décide de s'exprimer ainsi ; pour qu'elle se sente dans une extériorité telle à l'ordre social que l'acte violent devient possible, tout comme l'est devenue la puissance ordinaire de la matraque sur de simples manifestants.

La lecture du 17 octobre

Que tant de personnes, ensemble, participent à ces confrontations avec les policiers, eux-mêmes victimes de cette violence politique et sociale même si leurs armes et protections sont toutes autres, c'est une question posée à chacun de nous. Ce mouvement collectif, nous en sommes tous responsables, et vient le moment où il faudra aussi désigner des coupables. Par l'idéologie convoquée artificiellement pour donner sens aux faits, certains veulent absolument voir dans les violences une guerre de mouvement menée par des insurrectionnistes, peut-être pour ne pas voir que la guerre de position, au sens gramscien de l'adhésion de la société à des valeurs, tourne au profit de la contre-révolution d'extrême droite. Leurs moyens sont répartis dans les différents lieux de production du récit politique, et aujourd'hui, ceux qui façonnent l'idée d'une menace à l'ordre représentée par la gauche politique ou culturelle. Pour Gramsci, l'insurrection armée survenait dans les sociétés où l'État fait tout et la société civile est faible : nous avons connu l'effondrement des deux.

Il y avait un air d'incendie du Reichstag dans le débat politique de ces derniers jours. En 1933, le Parti nazi avait désigné le Parti communiste à la manœuvre dans cette fin symbolique de la République de Weimar, quand bien même le procès a montré que les individus en cause n'avaient pas de liens partisans et ne participaient pas d'un mouvement concerté. On prouvera la même chose aujourd'hui. Le hasard et l'opportunité font partie des formes de la violence, alors que le discours moral au contraire alimente une lecture de l'événement à laquelle il faut être extrêmement attentif. Aujourd'hui l'extrême-droite se donne le beau rôle, elle qui puise pourtant encore dans la violence des groupuscules, quand l'extrême-gauche est diabolisée. Les partis du centre, il faut l'avouer même quand on n'aime pas le reconnaître, se sont compromis dans les choix politiques qui ont mené à la situation actuelle. La déliaison sociale est telle que les institutions ne paraissent plus légitimes à un nombre croissant de citoyens.

C'est la nation qui est en crise, et le régime qui montre son incapacité à gouverner autrement que par un mimétisme violent. Depuis qu'aucune majorité absolue au Parlement ne soutient le gouvernement nommé par le Président de la République et que la situation financière de l'État est aggravée par l'incapacité du Parlement à s'entendre, on peut même s'étonner qu'aucune révolution ne survienne. Nous vivons une vraie crise de régime, c'est-à-dire de la capacité des institutions à produire leur propre légitimité, avec une radicalisation par le centre du pouvoir dans son obstination à ne vouloir aucun changement. Avec les prix devenus impossibles pour les classes populaires et moyennes, l'écart aberrant des ressources, la provocation ostentatoire de la grande richesse et la guerre qui s'étend en Europe, comment même penser que la République pourrait continuer comme avant ? Les institutions sont froides quand elles ne s'appuient plus sur une raison d'agir en commun. Il faut poser la question aujourd'hui : qui se sent partie d'une nation représentée, et qui ne s'en sent pas partie ? La réponse n'appartient pas qu'aux descriptions sociologiques mais aussi aux choix d'inclusion que nous voulons faire.

Comment se faire entendre ?

La violence est toujours un drame, pas seulement pour les innocents, pour ceux aussi qui veulent en découdre avec le pouvoir ou qui sont saisis par un mouvement spontané. Et elle n'offre rien aux personnes les plus fragiles, solitaires ou inaudibles, j'y pense sur le chemin de toute manifestation qui dégénère à cause du cortège de tête ou de la police, dans un doublement mouvement, celui de l'exaltation et celui de la force, qui expulse la possibilité même de la démocratie. Mais une petite voix réplique forcément : comment se faire entendre, comment changer les choses face au pouvoir qui ne bouge pas, surtout lorsque l'on pressent les vies brisées par le durcissement inégalitaire voulu par l'extrême droite ? Pour celles et ceux qui veulent du possible et non étouffer, le risque est immense de nous faire voler le récit politique par ce grand mensonge du rétablissement de l'ordre, et celui de l'extrême droite qui promet des jours heureux en se débarrassant des boucs-émissaires, sans rien toucher de l'inégale répartition du pouvoir et des richesses.

Pour celles et ceux qui veulent du possible et non étouffer, le risque est immense de nous faire voler le récit politique par ce grand mensonge du rétablissement de l'ordre, et celui de l'extrême droite qui promet des jours heureux en se débarrassant des boucs-émissaires, sans rien toucher de l'inégale répartition du pouvoir et des richesses.

J'éprouvais la même tristesse à l'époque de l'affaire Deranque, du nom de ce jeune militant néofasciste mort dans la rue à 23 ans en marge d'une conférence sur la Palestine, et la même question : comment rétablir la politique sinon institutionnelle, du moins discutante et sociale, collective et non groupusculaire, plutôt que le seul conflit armé ? L'extrême droite s'était posée à l'époque en victime, et certains à l'extrême gauche se sentaient en

charge d'une auto-défense civile – notamment depuis la mort du militant antifasciste Clément Méric – avec la dissolution administrative de la Jeune Garde² comme d'autres demandent celle de LFI aujourd'hui. Que ces jeunes adultes se vivent en état de guerre doit nous interroger collectivement sur la place que l'on donne à la violence dans l'existence de la communauté politique³. Est-ce la puissance de l'idéologie sur le réel ou au contraire une subjectivité abîmée qui pousse à se jeter comme ça dans le combat ? Ces jeunes qui manifestent ou parfois s'affrontent à des degrés divers de politisation nous disent quelque chose comme les Gilets jaunes, hier, ont été accusés d'antagoniser la vie publique. Ils émergent d'où le conflit devient visible et inévitable.

Ce que nous demande l'événement

L'État doit repasser d'opresseur à serviteur du projet républicain, c'est un préalable. Mais le mouvement collectif que demande l'évènement est plus vaste, face aux trois formes de révolution qui se cumulent souvent dans la durée, celle du changement du régime, celle des attitudes et positions, et celle enfin, consciente et personnelle, qui refuse le face-à-face entre l'individu et la société – ou l'État. Il faut urgemment distinguer la violence de la radicalité politique, autrement plus sensible et précieuse en démocratie, qui dépasse la liberté totale de quelques-uns et engage une autonomie fragile. Car l'autonomie politique se joue dans cet espace entre la communauté – les groupes plus ou moins politisés qui s'entraînent dans une violence par la bulle d'un instant rapide – et la multitude – l'autre horizon lointain, celui des potentialités et de la pluralité des vies qui se projettent dans un mouvement commun.

Comme engagement sensible dans le monde, la radicalité n'est pas réductible aux actions personnelles ou à l'extrémisme situé sur un échiquier politique. On nous dira que les écoterroristes, les antifascistes et les anarchistes liés au *black bloc* nous menacent, il faudra répondre de quelle menace il s'agit précisément. On voit différents rapports à la violence et aussi un continuum possible entre les groupes organisés et ceux, différemment politisés, formés dans l'opportunité des pillages ou l'urgence des

revendications. Il faudra dire encore que la radicalité ne se réduit pas à la violence mais constitue une forme essentielle de politisation face à l'absence de changement. La radicalité politique ne peut se penser comme une pure action, délivrée « maintenant⁴ » dans l'urgence en attente de devenir lointains, même face aux périls les plus actuels. C'est une position difficile, entre les ruines d'un monde d'injustices et l'idéal d'une révolution pure, entre la sécession de la rue et le calme des palais de la République.

Le parcours de l'anarchiste Emma Goldman avant l'essor du fascisme, entre les siècles, illustre bien cette difficulté. D'abord séduite par l'action violente et les bombes posées par ses camarades, elle a plus tard renoncé à cette « idée folle » dans un texte célèbre, après « des années d'expérience⁵ ». Sans se refuser à comprendre la violence qui émerge inévitablement de l'injustice et de sa perception intime chez certains plus politisés, tout en la voyant d'abord dans la répression de l'État, elle refusait de distinguer les moyens des fins éthiques et n'y voyait plus un idéal politique, notamment à cause des risques pour les personnes et les innocents. C'est peut-être ce qu'il faut réactiver aujourd'hui, non le choix entre l'ordre et la violence, mais la puissance des idéaux et des chemins pour les réaliser dans un monde commun.

1. La BRAV-M créée en 2018 est bien une unité dont l'objet est la violence débordant des rangs classiques, issus de mai 68, que forment les forces de gendarmerie mobile et de CRS.

2. La dissolution de Génération identitaire en 2021 pour ses idéaux de haine contre les principes de la République n'avait rien à voir avec celle de la Jeune Garde ou la tentative de dissoudre Les Soulèvements de la terre en 2023, portés sur l'atteinte aux biens, contrairement à la violence terroriste de nombreux groupes néofascistes en Europe, ciblée contre les personnes. Or le renouvellement légitime de la violence de l'État pourrait bien être à la main de l'extrême droite demain.

3. Voir, sur la guerre qui vient et l'image des jeunes envoyés au front, Matthieu Febvre-Issaly, « Mourir pour la nation ou condamner la violence », *Esprit*, juin 2024.

4. C'est l'idée d'une politique comme un spectacle de ruines où tout langage est forcément mensonger, tel que le formule l'appel du Comité invisible dans *Maintenant*, La Fabrique, 2017, qui a centralisé beaucoup des attentes de l'extrême gauche ces dernières années et qui appelait plutôt, récemment, à « repenser une nouvelle méthode de construction de forces » qui ne repose plus seulement par l'insurrection face à une violence trumpiste ; voir Comité invisible, *Manuel de Survie*, La Fabrique, 2026.

5. Emma Goldman, *Living my Life*, 1931, tel que publié par <https://theanarchistlibrary.org/library/emma-goldman-living-my-life>, chapitre 41, consulté le 25 février 2026 : « *In the zeal of fanaticism I had believed that the end justifies the means! It took years of experience and suffering to emancipate myself from the mad idea. Acts of violence committed as a protest against unbearable social wrongs — I still believed them inevitable. I understood the spiritual*

forces culminating in such Attentats as Sasba's, Bresci's, Angiolillo's, Czołgosz's, and those of others whose lives I had studied. They had been urged on by their great love for humanity and their acute sensitiveness to injustice. I had always taken my place with them as against every form of organized oppression. But though my sympathies were with the man who protested against social crimes by a resort to extreme measures, I nevertheless felt now that I could never again participate in or approve of methods that jeopardized innocent lives. ». Voir également Emma Goldman, *My disillusionment in Russia*, 1925, Chapitre XXXIII, « Afterword », tel que publié par <https://ditext.com/goldman/russia/russia.html>, consulté le 25 février 2026, et pour ses écrits antérieurs favorables à la violence, voir Emma Goldman, *Il nous faut être prêts à chaque instant. Sur la violence politique*, traduit par Léa Gauthier, Payot & Rivages, 2023, en particulier la reproduction de texte de 1917, « La psychologie de la violence politique ».